



PAR CHRISTINE DUCHAINE
AVOCATE ET PRÉSIDENTE,
SODAVEX
cduchaine@sodavex.com
ET MARIE-PIER GOYETTE NOËL
AVOCATE-RECHERCHEUSE,
SODAVEX
mpgoyettenoel@sodavex.com

GAZ DE SCHISTE ET PIPELINE SANS ACCEPTABILITÉ SOCIALE, POINT DE SALUT POUR VOTRE PROJET

Les sagas récentes du projet de port pétrolier à Cacouna et de l'industrie du gaz de schiste ont démontré de manière éloquent que l'absence d'acceptabilité sociale met tout projet en péril. L'industrie pétrolière et gazière du Québec l'a appris à ses dépens au cours de la dernière année. Puisque ce principe s'applique à tous les projets pouvant avoir un impact sur l'environnement, les entrepreneurs devraient en tirer des leçons utiles pour l'avenir.

Ce qui ressort clairement de ces événements, c'est que la communication avec la population est devenue un élément incontournable et essentiel pour tout projet de développement. L'ère des projets évalués et autorisés par les autorités sans divulgation publique des détails et des impacts semble bel et bien révolue. Qu'il s'agisse d'un petit ou d'un grand projet, l'acceptabilité sociale peut au final décider de sa réussite ou de son non-aboutissement.

En ce qui concerne l'industrie du gaz de schiste, son manque de transparence aura causé sa perte. Suite à l'apparition de puits en 2006 utilisant la méthode de forage appelée « fracturation hydraulique », la population a posé des questions à l'industrie, voulant en savoir davantage sur cette méthode de forage inusitée, sur le type de fluides utilisés, ainsi que sur les risques pour la qualité des eaux souterraines. Devant le mutisme de l'industrie, une mobilisation citoyenne s'est créée et le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) fut mandaté pour faire la lumière sur le sujet.

Dans son premier rapport déposé en février 2011, le BAPE constate alors le manque d'information disponible sur cette industrie et, surtout, que l'acceptabilité sociale n'est pas au rendez-vous. Le BAPE recommande donc la tenue d'une évaluation environnementale stratégique (EES) sur l'industrie du gaz de schiste. À l'issue de l'EES, le gouvernement provincial et les différents acteurs émettent le constat suivant : l'acceptabilité sociale de l'exploration du gaz de schiste est une condition essentielle pour aller de l'avant avec cette industrie. Le gouvernement donne alors le mandat au BAPE de réaliser une audience publique afin de mesurer, notamment, l'acceptabilité sociale. Le rapport du BAPE déposé à la fin de 2014 est sans équivoque sur ce point : l'acceptabilité sociale est loin d'être acquise.

Le gouvernement a immédiatement réagi en annonçant qu'aucun certificat

d'autorisation ne serait émis pour l'exploration de gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent. C'est donc la fin – jusqu'à nouvel ordre – de l'aventure du gaz de schiste au Québec.

Quant au projet de pipeline, la divulgation de la stratégie de communication du promoteur visant à manipuler l'opinion publique afin de gagner l'acceptabilité sociale a été très mal perçue par la population, ce qui a occasionné une levée de boucliers contre le projet.

Force est de conclure que la communication doit être efficace pour obtenir l'assentiment de la population. En octobre 2014, Michael Binnion, alors président de l'Association pétrolière et gazière du Québec, reconnaissait d'ailleurs les lacunes de son organisation à ce niveau. « Notre industrie n'en est pas une de communication », observait-il. « Elle est technique. C'est possible pour nous de faire une meilleure job de communication. »

Ce qui s'est produit avec l'industrie du gaz de schiste et le projet de pipeline démontre les conséquences de l'absence de consultation préalable à un projet de développement et l'importance d'une communication franche et efficace. Une bonne communication constitue de toute évidence la clé de l'acceptabilité sociale d'un projet, et ultimement de sa viabilité.

Tout entrepreneur, quel qu'il soit, doit retenir que le manque de transparence est susceptible d'entraîner la méfiance du public envers un projet et que cette méfiance peut déclencher une mobilisation citoyenne qui pourrait s'avérer difficile, voire impossible à renverser. Ainsi, plus tôt les citoyens et les municipalités sont impliqués dans un processus d'échanges avec un promoteur, moins il y a de chance d'assister à une levée de boucliers populaire, ce qui accroît les chances d'obtenir les autorisations requises. C'est, à n'en point douter, une formule gagnant-gagnant! ☑

